



10 mars 2026

Les politiques d'extrême droite sont les ennemies de l'Etat de droit, de la solidarité et des services publics

Ne pas se tromper de colère

L'arrivée au pouvoir d'un parti d'extrême-droite n'est pas une fiction.

La mort récente d'un jeune homme et son traitement politique et médiatique démontrent que tous les discours pouvant discréditer la tempérance et l'union, sont à la manœuvre. Quitte à tordre la réalité : il s'agit de rendre responsables les idées plutôt que de réfléchir à la violence qui monte, dans toutes les strates de la société.

Oui ! Personne ne doit mourir pour ses idées.

Non ! Ce ne sont pas celles et ceux qui défendent des valeurs humanistes et universelles qui créent le chaos, mais bien toutes celles et ceux qui banalisent la montée de l'extrême droite, de sa violence et qui refusent de reconnaître d'autres morts tout aussi inacceptables.

Cette banalisation de la violence gratuite, raciste et masculiniste, niée par des médias et une partie de la classe politique, est l'unique responsable de la tension et des rixes meurtrières. Des groupes s'opposent aux diversités et nient la tolérance au détriment de l'ensemble des minorités dans notre société. Iels aiment ce qui leur ressemble et le reste leur fait peur.

Profitant de ce climat de tension, les partis menant des politiques d'extrême droite, loin d'être aussi lisses qu'ils prétendent être, comptent en leur sein des candidat.es issus ou fréquentant des groupuscules violents. Par exemple, le 17 février 2026, un ancien candidat FN et militant actif du RN, a tiré sur des policiers et lancé des grenades à Châteauroux...

De plus, des milliardaires musellent les débats de société, en mobilisant leurs fortunes au service d'idées réactionnaires, discriminantes et trompeuses qui accentuent la désinformation d'un grand nombre de citoyen.nes et la polarisation des pensées.

Dans ce contexte, les élections municipales et communautaires les 15 et 22 mars 2026 représentent un enjeu crucial pour la préservation des libertés et de l'état de droit. Nous devons réagir.

AUX MUNICIPALES, PAS UNE VOIX POUR LES POLITIQUES D'EXTRÊME DROITE

Depuis 2014, l'extrême droite et ses alliés dirigent des municipalités.

On les a déjà essayés.

Leurs choix de politique sociale et syndicale prouvent leur nocivité.

Les maires d'extrême droite pratiquent systématiquement :

- La chasse aux pauvres,
- Les attaques violentes contre les syndicalistes, les salarié.es et les associations,
- La remise en cause des acquis sociaux,
- La banalisation de propos et de politiques discriminatoires, racistes et antidémocratiques,
- La promotion d'une idéologie sexiste, homophobe, fasciste et intégriste,
- Des attaques budgétaires contre la culture et sa mise au pas au service d'une idéologie réactionnaire et la censure.

Exemples éloquentes : là où les élu.es d'extrême droite dirigent c'est aux détriments de l'école, des libertés individuelles et collectives :

A Cogolin, la mairie a baissé de 20% les budgets des écoles pour l'achat de fournitures et manuels scolaires. L'étude du soir gratuite est remplacée par des garderies payantes. Fin de la gratuité des transports scolaires, fin des repas de substitution au porc dans les cantines et augmentation du prix des repas.

A Hénin-Beaumont, l'équipe municipale surveille les réseaux sociaux des opposant.es et des agent.es communaux et sanctionne. C'est procès sur procès, frais d'avocats payés par la commune grâce à la protection fonctionnelle accordée au maire. Le dernier exemple en date est celui d'un secrétaire de la section SUD CT d'Hénin-Beaumont, menacé de révocation par le maire. Le 12 janvier, le conseil de discipline a désavoué l'élu.

Dans d'autres communes d'extrême droite, les élu.es refusent d'accorder des salles pour des réunions syndicales ou interdisent l'affichage syndical. Un climat de défiance, voire d'intimidation s'abat sur les représentant.es du personnel.

Au Pontet, le maire d'extrême droite en 2014 s'est attaqué à la prime de fin d'année des agent.es – notamment réduire à 1 € la prime de fin d'année pour les professionnels absents plus de vingt jours par an - tout en augmentant ses revenus et ceux de son équipe.

À Perpignan, le maire a augmenté les budgets de la Police Municipale et de la com'; et a privatisé des crèches municipales, comme celle du Moulin-à-Vent accueillant 90 enfants et 37 fonctionnaires, en septembre 2023.

A Fréjus en 2023, le maire d'extrême droite a supprimé le troisième et dernier centre social, en divisant sa subvention par trois. Il avait supprimé le premier dès son arrivée au pouvoir en 2014 et le deuxième en 2018. Situés dans des quartiers défavorisés, ils proposaient des aides aux devoirs, des activités culturelles et sportives, des aides aux familles...

A Mantes-la-Ville, le maire d'extrême droite de 2014 à 2020 a fermé les locaux de la ligue des Droits de l'Homme, estimant l'association trop politisée et les Centre de vie Sociale au nom trop soviétique.

A Hayange, le maire d'extrême droite tente d'expulser le Secours Populaire depuis 2014. Il leur a coupé l'électricité en plein hiver. Il a instauré la « fête du cochon », fête très populaire dans d'autres villes de Moselle mais identitaire à Hayange, proférant en tribune un discours islamophobe et traditionaliste.

À Perpignan, des élu.es d'opposition ont dénoncé des pratiques de censure et une opacité complète sur les décisions prises en dehors des assemblées.

Les oppositions politiques, quand elles existent, sont régulièrement méprisées, raillées ou empêchées de s'exprimer. La démocratie locale est malmenée. Les comités de quartier, les conseils citoyens ou les consultations publiques sont supprimés ou vidés de leur substance.

Dans plusieurs communes d'extrême droite, les centres culturels ont vu leurs programmations censurées ou orientées, notamment lorsqu'elles abordaient des sujets comme les migrations, les droits LGBT+, ou l'histoire coloniale.

Ce que l'extrême droite applique dans les mairies, c'est un avant-goût de son projet national : repli identitaire, division des habitant.es, casse du tissu associatif, mépris des droits sociaux

Derrière la communication se cache un projet de société inégalitaire et autoritaire.

Les partis d'extrême droite se griment en parti du peuple, défendant les « oubliés » de la République et prétendent parler au nom des ouvrier.es, des employé.es, des retraité.es modestes.

Mais à l'Assemblée Nationale, les votes d'extrême-droite racontent une toute autre histoire :

- ✓ Contre la hausse du SMIC.
- ✓ Contre le blocage des prix de l'énergie ou des produits de première nécessité.
- ✓ Contre le rétablissement de l'ISF (impôt sur la fortune).
- ✓ Pour la réforme des retraites.
- ✓ Pour les exonérations patronales.
- ✓ Contre la taxation des superprofits.
- ✓ Contre le renforcement des droits syndicaux.

Les syndicats dénoncent le projet toxique des partis et des politiques d'extrême droite.

